

## **SYNTHESE**

Le Centre Ouest est l'une des principales régions de la Tunisie de par l'étendue de son territoire, l'importance de sa population, de ses ressources naturelles et de ses avantages en termes de coûts et de disponibilité (main-d'œuvre, sites d'implantation), et de son statut de zone prioritaire.

Malgré tous ses atouts, la région et les trois gouvernorats qui la composent (Kairouan, Kasserine et Sidi Bouzid) connaissent un rythme de développement économique insuffisant, d'où un ralentissement de la croissance de la population, et un taux de chômage élevé, en particulier parmi les jeunes diplômés, ce qui engendre la migration des habitants vers les régions littorales en recherche de travail.

L'économie du Centre Ouest est encore à dominante agricole (plus de 30% de la population active contre 8,6 % pour l'industrie), et son tissu industriel est :

- Réduit : seulement 207 entreprises de 10 salariés et plus ;
- Concentré à la fois en termes de taille, géographique (concentration dans les villes principales des trois gouvernorats) et sectorielle (80 % des entreprises et des emplois dans trois secteurs d'activité – l'agro-alimentaire, les matériaux de construction et le textile/habillement) ;
- Et peu ouverte sur l'international (moins de 50 entreprises à capitaux étrangers présentes contre 800 à 900 pour chacune des régions littorales).

Cependant, la saturation des zones littorales et l'amélioration de l'attractivité de la région ont permis, ces dernières années, le renforcement de sa position concurrentielle, et de nombreuses implantations (dont quelques unes très grosses) sous l'impulsion d'entreprises, le plus souvent étrangères, en particulier à Kairouan, le gouvernorat le mieux situé par rapport aux principaux marchés de consommation et aux grandes infrastructures de transport.

L'amélioration de l'attractivité du Centre Ouest permet aujourd'hui à la région de disposer de nombreux atouts au regard des principaux critères de localisation d'activités :

- situation géographique favorable et proximité de la nouvelle autoroute Tunis-frontière libyenne et du nouvel aéroport international d'Enfidha ;
- une main-d'œuvre disponible et bon marché, et un climat social relativement calme ;
- des ressources naturelles en particulier agricoles et en substances utiles abondantes ;
- un accès à l'énergie et aux réseaux de télécommunications ;
- des infrastructures d'accueil des entreprises (pépinières, cyberparcs, zones industrielles) avec des prix de terrain très compétitifs ;
- des structures d'accompagnement des entreprises (API, ODCO, centres d'affaires) et de nombreux services sous forme de conseils, d'information et de contacts ;
- des incitations financières et des exonérations fiscales importantes ;
- une action volontariste des pouvoirs publics en faveur du rôle de la région, de son attractivité, de la diversification de son économie, de l'investissement et ce, depuis de nombreuses années.

D'importantes améliorations restent, cependant, encore à faire notamment en matière de formation du personnel dans certains secteurs d'activité comme le textile/habillement et pour certaines qualifications ; de disponibilités dans les zones industrielles, aujourd'hui pratiquement saturées, mais aussi d'équipement de ces zones (desserte en eau, rejets des eaux usées, etc.).

Plusieurs cas de développement industriel dans des régions européennes ont été étudiés.

De ces exemples, des enseignements peuvent être tirés tels que la nécessité d'inscrire l'action de développement dans la durée, de mettre en place les acteurs ainsi que les actions requises pour répondre aux besoins des entreprises, acteur central de la création d'activités et d'emplois, et de disposer des moyens humains et financiers adaptés.

Parmi les structures à mettre en place figure une véritable agence régionale de développement économique ayant une orientation résolument commerciale pour notamment mieux faire connaître la région et ses atouts, détecter de nouveaux projets d'investissement et assurer le suivi de ces projets ainsi que des entreprises déjà installées.

Dans ce cadre, une dizaine de secteurs d'activité ont été analysés et 13 créneaux porteurs ont été identifiés à partir des atouts de la région, de leur marché et de leur rentabilité. Ces créneaux concernent à la fois des activités de transformation (tomate, huile d'olive, lait et fromages, marbre) et de fabrication (textile/habillement, faisceaux de câbles pour l'industrie automobile).

Chacun de ces créneaux porteurs a fait l'objet d'une fiche projet ainsi que d'un argumentaire commercial à la fois général et spécifique au projet.

La promotion des fiches projets a été effectuée à partir de l'envoi d'un courrier aux dirigeants d'une cinquantaine d'acteurs majeurs des créneaux concernés (entreprises et organismes professionnels) et d'une relance téléphonique. De cette action, il résulte que, malgré la crise financière internationale et le ralentissement économique en Europe, 6 sociétés ont manifesté un intérêt pour 6 des projets proposés.

Comme plusieurs entreprises ont porté leur choix sur les mêmes projets, on enregistre au total 8 demandes de partenariat : deux pour la transformation de la tomate, une pour la fabrication de tomate séchée, une pour la fabrication d'huile d'olive bio, une pour le conditionnement d'huile d'olive, deux pour le textile/habillement et une pour la transformation de marbre.

Toutes les demandes ont fait également l'objet de fiches, et toutes ces fiches ont été transmises à l'expert national, qui a procédé à la recherche de partenaires potentiels en Tunisie en relation avec les directions régionales de l'API et de leurs partenaires locaux. De cette action, il résulte 21 offres de partenariat émanant d'entreprises locales, dont 9 pour le textile-habillement et presque autant pour les huileries, soit 80 % des offres pour ces deux secteurs d'activités. Ces chiffres reflètent assez bien l'importance de ces deux secteurs dans l'industrie du Centre Ouest.

Il en est de même pour les chiffres relatifs aux offres liées à la transformation de la tomate (2 offres) et du marbre (2 offres), deux secteurs d'activité encore sous représentés dans l'industrie de la région malgré l'importance des ressources naturelles dont elle dispose.

A travers ces partenariats, les entreprises candidates cherchent avant tout à capter de nouveaux marchés à l'export. L'un des principaux enseignements de cette action est qu'il y a une demande pour des opérations de partenariat tant du côté des entreprises tunisiennes que de celui des entreprises européennes.

Et le développement industriel du Centre Ouest passe non seulement par une amélioration de l'attractivité de la région, mais aussi par le lancement d'une véritable action de promotion de ses atouts et de son potentiel de développement.